

## LAISSONS LES ENFANTS A L'ABRI DE NOS QUERELLES D'ADULTES

Nous assistons à une cascade de critiques de toutes natures ces dernières semaines au sujet de la réforme des rythmes scolaires.

La réalité de nos communes ne correspond pas à la description qui en est faite.

Cette réforme nous la vivons au quotidien dans nos villes, avec tous nos partenaires éducatifs. Il nous a paru nécessaire de réagir pour rétablir quelques vérités.

Rappelons-nous tout d'abord d'où nous partions c'est-à-dire de 2 consensus :

Tout le monde s'accordait il y a peu sur la fin de la semaine de 4 jours. C'était le cas des 2 candidats au second tour des élections présidentielles. C'était le cas de la grande majorité des acteurs éducatifs, syndicats d'enseignants, fédérations de parents et d'éducation populaire.

Du côté de la recherche pédagogique, des chronos biologistes et des médecins, le consensus scientifique date de plus de 30 ans sur la nécessité d'adapter les rythmes scolaires aux rythmes des enfants. Et avant toute chose, diminuer les journées et les semaines parmi les plus longues au monde.

Nous nous préparions donc dans nos communes, depuis plusieurs années à mettre en œuvre une telle évolution, dans l'intérêt de tous les enfants et en portant attention aux plus fragiles d'entre eux.

Mais au-delà d'un simple changement de rythmes et d'un retour à 4,5 jours d'école, il s'agit aussi à travers cette réforme de mettre en place des nouveaux temps périscolaires qui permettent à tous les enfants, d'apprendre le vivre ensemble et d'accéder à des activités culturelles, sportives, environnementales, citoyennes etc....

L'enjeu est de construire sur nos territoires un changement profond qui mette en lien, plus encore, tous les acteurs de l'éducation : les enseignants, les associations et plus globalement l'éducation populaire dans son ensemble, les villes et bien évidemment les parents.

C'est bien un enjeu éducatif qui nous mobilise tous et qui va au-delà des modalités pratiques de l'application de cette réforme. Des modalités pratiques qui, nous le vivons au quotidien, peuvent apparaître complexes.

Certes, nous demandons des garanties sur les financements et leur pérennisation.

La recherche d'animateurs, d'associations, de bénévoles n'est pas toujours une chose aisée sur l'ensemble des territoires.

Mais quand l'enjeu est l'intérêt de l'enfant, et qu'en plus cela fait consensus, nous avons le devoir impérieux de mettre en place cette réforme.

### **Prendre enfin en compte le rythme des enfants est un énorme changement.**

Nous comprenons que ses conséquences à tous les niveaux de la société et pour chacune des parties concernées puissent interroger, faire débat voire inquiéter. Mais dans toutes nos villes nous avons écouté, échangé et partagé. Et nous poursuivrons ensemble ce travail car nos projets éducatifs locaux sont par nature évolutifs, vivants, pour faire réussir et grandir tous les enfants. Et nous poursuivrons ce travail pour faire partager à tous le bien-fondé de cette réforme.

Faisons confiance à tous les acteurs de celle-ci. Vouloir tirer un bilan au bout d'un mois alors que les changements sont si profonds n'a pas de sens.

Pourquoi dire que les enfants sont fatigués cette année alors que les enseignants eux-mêmes nous disent chaque début d'année scolaire que les enfants sont épuisés par la reprise après 2 longs mois d'arrêt ?

Ne faisons pas de cette réforme si fondamentale pour les enfants un sujet de polémiques pour les futures élections municipales. Nos enfants ne doivent pas être pris en otage d'intérêts électoraux.

On ne change pas structurellement tout notre système éducatif en quelques semaines.

Notre volonté c'est avant tout et bien sur le bien-être des enfants dans tous les temps de leur vie mais également de retrouver les meilleures conditions d'apprentissages et cela prend du temps.

Nous sommes tous, de près ou de loin, concernés par cette réforme. Alors faisons-nous confiance, laissons du temps au temps. Evaluons sur chacun de nos territoires les avantages et les nécessaires adaptations de chacune de nos organisations, comme le ministère de l'éducation nationale le fait depuis quelques mois, et arrêtons de critiquer un si profond et si récent changement de notre société.

Au-delà des critiques, sachons ensemble travailler dans la sérénité, à une politique éducative que nous commandons l'avenir de nos enfants.

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES :

ANGERS : Frédéric Béatse (maire)  
BASSENS : Jean-Pierre Turon (maire)  
BELFORT : Étienne Butzbach (maire)  
BLAGNAC : Bernard Keller (maire)  
BREST : François Cuillandre (maire)  
BRUGES : Brigitte Terraza (maire)  
CAEN : Philippe Duron (maire)  
CERGY : Jean-Paul Jeandon (maire)  
CHELLES : Jean-Paul Planchou (maire)  
CLAMART : M. Philippe Kaltenbach (maire)  
COLLEGIEN : Edwige Lagouge (adjointe en charge de la Politique Educative)  
COLOMIERS : Bernard Sicard (maire)  
CHALON SUR SAONE : Christophe Sirugue (maire)  
DIJON : François Rebsamen (maire)  
EYBENS : Marc Baietto (maire)  
EYSINES : Christine Bost (maire)  
FEYZIN : Yves Blein (maire)  
FIGEAC : Nicole Paulo (maire)  
FRONTIGNAN : Pierre Boulidoire (maire)  
FROUARD : Jean-François Grandbastien (maire)  
GIGNAC-LA-NERTHE : Christian Amiraty (maire)  
GRAULHET : Claude Fita (maire)  
GRENOBLE : Michel Destot (maire)  
GUIPAVAS : Alain Queffelec (maire)  
LIMOGES : Alain Rodet (maire)  
LONGVIC : Claude Darciaux (maire)  
LOPERHET : François Collec (maire)  
LORMONT : Jean Touzeau (maire)  
MORANGIS : Pascal Noury (maire)  
NANTES : Patrick Rimbart (maire)  
PALAISEAU : Claire Robillard (maire)  
PAU : Martine Lignières-Cassou (maire)  
PESSAC : Jean-Jacques Benoît (maire)  
PLOUZANE : Bernard Rioual (maire)  
PONT DE CLAIX : Christophe Ferrari (maire)  
POISSY : Frédéric Bernard (maire)  
PRE SAINT-GERVAIS : Gérard Cosme (maire)  
QUIMPER : Bernard Poignant (maire)  
RENNES : Daniel Delaveau (maire)  
REZE : Gilles Retière (maire)  
ROUBAIX : Pierre Dubois (maire)  
SAINT-CIERS SUR GIRONDE : Anne-Marie Plisson (maire)  
SAINT-ETIENNE : Maurice Vincent (maire)  
SAINT-HERBLAIN : Charles Gautier (maire)  
SAINT-JEAN : Dominique Vezian (maire)  
SAINT-MEDARD-EN-JALLES : Serge Lamaison (maire)  
SAINT-NAZAIRE : Joël Batteux (maire)  
SAINT-VALLIER : Alain Philibert (maire)

STRASBOURG : Roland Ries (maire)

TORCY : Guillaume Le Lay-Felzine (maire)

TOURNEFEUILLE : Claude Raynal (maire)

VOIRON : Roland Revil (maire)